

## SOMMAIRE

Page 1 :  
Editorial

Page 2 :  
La ZFE de Tours

Page 3 :  
Les retraités au marché

Pages 4 :  
Reconquérir la Sécu

Pages 5 et 6 :  
Les reniements de Bayrou

Page 7 :  
Niveau de vie des  
retraité·es

Page 8 :  
Les actions

Page 9 :  
Les brèves d'Hervé

Page 10 :  
Culture—Loisirs

Découvrez le site  
de l'Union Confédérale  
des Retraités CGT :  
<http://www.ucr.cgt.fr>

Et le site de  
l'Union Départementale  
CGT 37:  
<http://www.ud37.cgt.fr>

# Le lien des retraités d'Indre et Loire

Editorial

Christian DUFRAISSE

Co-Secrétaire général de l'USR 37

## 1895, 1945, 1995

Ces trois dates ont marqué l'histoire sociale de notre pays et vont être au cœur de différentes initiatives en 2025.

**Le 23 septembre 1895**, les délégués des fédérations, des syndicats, votaient la création de la confédération générale du travail (CGT).

Alors que l'année 2025 est marquée par un contexte politique et international inquiétant avec une extrême droite très forte et des libertés syndicales en péril, nous avons besoin de rappeler les valeurs fondatrices de notre organisation syndicale.

Une CGT rassembleuse, féministe, pour la paix dans le monde, anti fasciste et anti raciste, au service des travailleuses et des travailleurs c'est tout le sens que nous voulons donner pour les 130 ans de notre CGT.

**Par ordonnances des 4 et 19 octobre 1945**, Ambroise CROIZAT, alors ministre du travail, crée le régime général de la sécurité sociale.

L'objectif est de constituer un régime général pour garantir des droits pour les retraites, les accidentés du travail et les maladies professionnelles des salariés en faisant participer le salarié et le patronat par des cotisations sociales.

Pour autant cela fait 80 ans que le patronat s'acharne à détricoter ce modèle social unique pour aller vers une privatisation de celui-ci.

**Du 24 novembre au 15 décembre 1995**, des millions de travailleuses et de travailleurs vont battre le pavé contre une nouvelle attaque de la sécurité sociale et des retraites, présentée par le 1<sup>er</sup> ministre de l'époque Alain JUPPE.

30 ans plus tard, ce mouvement reste un moment fort qui a marqué l'histoire sociale de notre pays.

En défendant la solidarité, la démocratie et la dignité ce mouvement a montré que le monde du travail lorsqu'il se rassemble et s'unit peut faire plier un gouvernement et le patronat.

C'est tout le sens du combat que nous, retraitées et retraités, menons régulièrement lors des rassemblements et manifestations comme le 20 mars dernier.

Il nous faut néanmoins faire connaître au plus grand nombre l'histoire de ces 3 moments.

C'est pourquoi, tout au long de cette année, des initiatives vont avoir lieu un peu partout en France.

**Le 22 avril 2025**, l'IHS Centre-Val de Loire organise une table ronde à Châteauroux sur les 30 ans des grèves de 1995.

L'USR CGT 37 réfléchit pour mettre en place une initiative autour des 80 ans de la sécurité sociale et s'inscrira bien évidemment dans les initiatives autour des 130 ans de la CGT.

C'est ensemble salariés, retraités que nous allons continuer l'histoire sociale de notre pays.

**Nous avons tant à faire ensemble**

### Les ZFE : Zones anti-pauvres !

#### La ZFE qu'est-ce que c'est ?

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, en application de la Loi Climat et résilience de 2021 concernant les agglomérations de plus de 150 000 habitants, sur la métropole de Tours une Zone à Faibles Émissions-mobilités (ZFE-m) a été mise en place. Pour pouvoir circuler sur cette zone, tous les véhicules doivent disposer d'une vignette selon leur catégorie (Crit'Air 3,81 €), accolée sur leur pare-brise. Faute de quoi ils s'exposent à être verbalisés (68 € pour une voiture personnelle). Les voitures construites avant 1996 sont interdites.

#### Pourquoi une ZFE ? Est-ce une mesure utile ?

L'objectif officiel de cette mesure est l'amélioration de la qualité de l'air en ville. Ça peut paraître louable, mais c'est pourtant à partir de là que l'on peut se poser des questions.

En effet, certaines villes allemandes abandonnent actuellement ce dispositif parce qu'ils sont parvenus à une atmosphère de meilleure qualité par d'autres moyens, notamment en favorisant l'isolation des bâtiments, la circulation des piétons et des vélos et surtout les transports collectifs. En France, aucune évaluation sérieuse de l'efficacité de la loi ne semble avoir été prévue alors que certaines villes, comme Rouen, l'appliquent depuis au moins deux ans.

C'est le critère d'ancienneté du véhicule qui est pris en compte bien que, tous les deux ans existe une obligation de contrôle technique qui mesure précisément le degré de pollution émis. Il est ainsi possible de s'interroger sur l'objectif réel de l'opération. Ne s'agit-il pas en fait, de favoriser le remplacement du parc existant par des voitures électriques dont les ventes peinent à démarrer ? C'est là que la question devient sociale, puisque le coût de celles-ci est loin d'être à la portée des couches populaires.

#### Une mise en œuvre compliquée, un dispositif technocratique opaque et vulnérable aux arnaques.

Les dispositions sont différentes d'une agglomération à une autre. La vignette délivrée pour Tours est-elle valide à Rouen ? La communication officielle (voir le numéro 84 de Tours Métropole) apparaît parcellaire et embrouillée. Par exemple, si des possibilités de dérogation sont évoquées, il n'est pas précisé comment les obtenir. Les modalités de contrôles demeurent mystérieuses.

L'opérateur désigné par l'État pour gérer les demandes apparaît débordé et ses réponses aux appels téléphoniques varient d'un jour à l'autre...

#### Conclusion.

Au plan social et politique, sans même garantir la moindre efficacité écologique (à Tours quel est le diagnostic actuel de la qualité de l'air ?), l'instauration de la ZFE prend l'apparence d'une guerre faite aux pauvres. Elle privilégie la répression alors qu'aucune véritable politique des mobilités sur l'agglomération n'a été démocratiquement adoptée. Et pendant ce temps-là, à Evreux sur Indre, on prévoit une mégastructure logistique et le fret ferroviaire est abandonné ... De qui se moque-t-on ?

Ce n'est pas comme ça que l'on résoudra la crise écologique qui est fondamentalement liée au développement du mode de production capitaliste. Au contraire, de telles mesures font croire que la lutte pour l'environnement est forcément anti populaire. Et cela permet à des politiciens de droite comme le sénateur d'Indre et Loire Vincent Louault de se faire passer à moindre frais pour un défenseur des intérêts populaires avec un projet de Loi médiatisé.

#### Rappelons quelques revendications que nous avons formulées, il y a deux ans, devant le maire de Tours avec l'Intersyndicale retraités :

- L'adaptation de l'urbanisme et le développement de l'offre de transports collectifs, soins, loisirs, culture au sein de la ville pour faciliter les mobilités, l'accès aux soins et rompre avec l'isolement.
- Des transports urbains, interurbains en nombre suffisant et répondant aux besoins des personnes âgées en termes de fréquence, d'horaires, de correspondances, de confort, d'accessibilité, de sécurité, de maillage et de proximité.
- Une politique tarifaire publique tendant vers la gratuité en milieu urbains et interurbains. Gratuité des transports en commun pour les personnes âgées.
- La mise en place d'une rocade ferroviaire à 8 branches.

Hervé RIGAUT

### Les retraités font leur marché ... et ça se voit !!!

Régulièrement, l'USR CGT 37, en coopération avec les UL et l'UD, organise des « rencontres en territoire » sur les marchés du département. L'objectif de ces initiatives est de renforcer nos liens avec les travailleuses et travailleurs retraités en allant les rencontrer sur leurs lieux de vie.

Ces rendez-vous sont des opportunités pour porter les revendications CGT plus spécifiques, notamment sur l'accès aux soins et aux services publics, sur l'augmentation des pensions et sur l'autonomie.

C'est également l'occasion de partager nos valeurs humanistes, pacifiques et internationalistes.

Nous parlons aussi de la continuité syndicale. Pourquoi nous avons choisi d'être encore syndiqués à la CGT alors que nous sommes en retraite. Pourquoi il est nécessaire de s'organiser dans cette société où les inégalités, les injustices, les exclusions deviennent de plus en plus intolérables, où il est de plus en plus dur de bien vivre sa retraite. Pourquoi il y a des intérêts communs de classe entre travailleurs actifs et retraités.

Nous recevons un très bon accueil avec des échanges constructifs. Beaucoup reconnaissent l'utilité de la CGT et son rôle historique dans les conquêtes sociales.

Seule une minorité refuse poliment nos tracts. Parmi ceux-ci, certains tiennent des propos racistes sur les « étrangers » responsables, selon eux, de tous les problèmes de notre pays. N'oublions pas que l'extrême droite a atteint des scores historiques lors des dernières élections législatives et que les médias à la botte des oligarques sont complices.

Ne possédant pas les moyens des grands médias, ces rencontres sont un outil précieux à notre disposition pour mener la bataille des idées, pour combattre le fascisme, pour construire un rapport de force favorable au social contre le capital.

**Ce jeudi 27 mars**, sous un beau soleil de printemps, nous étions une dizaine de camarades actifs et retraités présents sur le marché de Chinon. Nous avons distribué deux tracts en 400 exemplaires chacun.

Le 1<sup>er</sup> tract, rédigé par l'USR 37, s'inscrit dans la campagne nationale de l'UCR pour la reconquête de la Sécurité Sociale intégrale et solidaire. Il avait pour titre : [Les retraités.e.s se mobilisent pour :](#)

- \* La Sécurité sociale 100% intégrale.
- \* La revalorisation de nos pensions.
- \* Des services publics de qualité et de proximité.
- \* L'accès aux soins pour tous.

Cette campagne a pour objectif de célébrer les 80 ans de la création de la Sécurité Sociale, le plus grand progrès social du 20<sup>ème</sup> siècle mais qui fait l'objet d'attaques incessantes de la part du patronat et des gouvernements successifs. La Sécurité Sociale doit retrouver et accroître ses missions premières qui sont de sécuriser et protéger l'ensemble des citoyens contre tous les aléas de la vie, de la naissance à la mort.

Le 2<sup>ème</sup> tract distribué est le 4 pages confédéral : « **64 ans, c'est toujours non !** » qui porte l'exigence de l'abrogation de la réforme des retraites de 2023 avec le retour immédiat à l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans, pour revenir à 60 ans et des départs anticipés pour les carrières longues et pour celles et ceux ayant exercé des métiers pénibles. **Ces revendications sont finançables !**

**Nos prochaines « rencontres en territoire » :**

- Jeudi 17 avril : Marché de la Rabière à Joué les Tours,
- Mercredi 20 mai : Marché de Loches
- Mercredi 18 juin : Marché de St Pierre des Corps.

**Venez participer lors de ces initiatives ! Nous avons tant à faire ensemble ! Nous comptons sur vous.**

**Isabelle DAVID-BRUTEUL**





### Reconquérir la Sécurité sociale

**Jeudi 20 mars** les retraités se sont mobilisés à l'appel de six organisations, dont la CGT. Pour l'USR CGT 37, partie prenante de cette action, la Sécurité sociale doit retrouver ses missions premières qui sont de sécuriser et protéger l'ensemble des citoyennes et des citoyens contre tous les aléas de la vie.

Plus de 200 manifestants se sont réunis place de la Préfecture et, après l'intervention au nom de l'intersyndicale, tous se sont rendus en cortège au Champ Girault devant l'ARS 37 afin de soutenir la délégation qui était reçue et attendre sa sortie.

*Le cortège place Jean Jaurès*



*Les manifestants devant le siège de l'ARS 37*

Au cours de cette audience, pour la CGT, Isabelle DAVID et Christian DUFRAISSE (Co-secrétaires de l'USR CGT 37) ont développé nos revendications.

La directrice de l'antenne d'Indre et Loire a écouté "poliment" les déclarations de la délégation unitaire des retraités. Les points principalement développés ont été :

- Quelle place des travailleurs retraités dans la société ?
- Quelles conséquences ont les attaques de notre système de santé et de protection sociale ?
- Quelle prise en charge de la perte d'autonomie ?

En réponse, la directrice a déclaré :

- \* Qu'elle n'avait pas grand pouvoir, en tout cas pas celui de faire les lois.
- \* A tenté de justifier les politiques mises en place (pour raisons financières)
- \* A contesté les suppressions de lits, compensées par les soins à domicile.
- \* Elle a osé avancer l'idée que les gens qui n'avaient pas de complémentaire santé le faisaient par choix, notamment parce qu'ils auraient un 100% pour ALD.

Face à ce discours lénifiant, la délégation a bien sûr opposé ses arguments et revendications.

Finalement, la rencontre n'aura pas duré une éternité et fut menée, par la directrice de l'ARS 37, à la manière du gouvernement, c'est-à-dire aucune écoute et ancrée dans ses certitudes.

**Il est donc nécessaire d'amplifier la mobilisation afin de reconquérir la Sécurité sociale**

**Christian DUFRAISSE**

### Retraites ou les reniements de François BAYROU ...

Pour échapper à la censure, François BAYROU avait promis un débat « sans totem ni tabou » sur la réforme des retraites. Dans les faits, Bayrou voulait un « conclave », pas seulement à cause de sa culture catholique, mais parce que cela signifie « fermer à clé », c'est-à-dire sans possibilité de débat citoyen ni de pression populaire.

Une fois passé le vote de la loi de finances 2025 (PLF 2025) et la loi sur le financement de la sécurité sociale (PLFSS 2025) par le 49-3, le premier ministre s'est renié à plusieurs reprises :

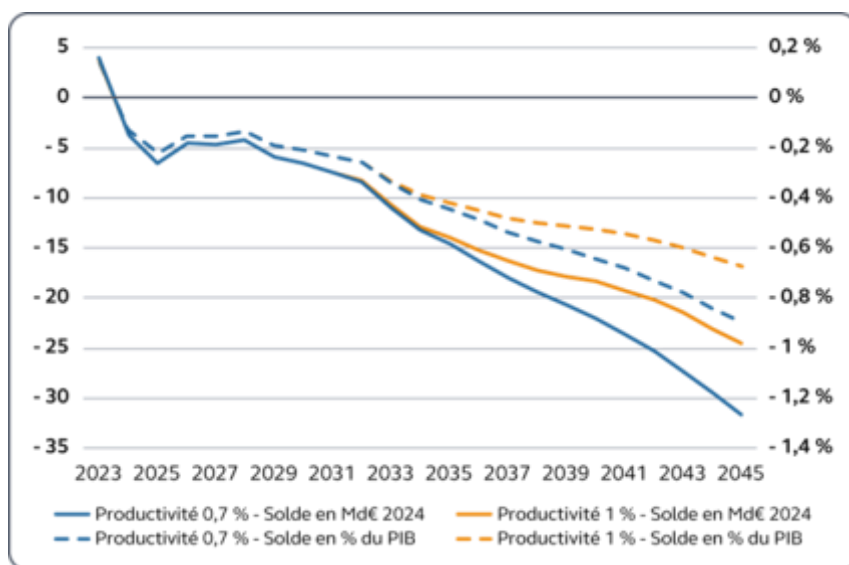
\* Il a affirmé qu'entre les prestations de retraite et les cotisations salariales et patronales du privé et du public « estimées au même taux », il manquait 55 milliards d'euros versés par les collectivités publiques, dont 40 à 45 milliards d'euros versés par le budget de l'État **ce qu'a contredit, dans son rapport la Cour des Comptes.**

\* Puis il a affirmé que le report de l'âge de départ à 64 ans ne serait pas négociable ce qui entraîna le départ de la CGT à la suite d'une parodie de discussions.

#### Le rapport de la Cour des Comptes :

Le « rapport flash » de la Cour des Comptes sur la situation financière et les perspectives du système de retraites, remis le 20 février au Premier ministre, est-il « la vérité des chiffres », comme l'a prétendu le président de la Cour ? Il vise plutôt à enfermer les discussions avec les « partenaires sociaux » dans le carcan d'une austérité au service du capital.

Les hypothèses sont basées sur des données très discutables comme le taux d'emploi, les perspectives de croissance et les évolutions de la productivité.



La France consacre près de 14 % de son produit intérieur brut aux dépenses de retraites (388,4 milliards d'euros), 4 points de PIB de plus que l'Allemagne. En 2023, les ressources allouées au paiement des retraites se composent aux deux tiers de cotisations sociales, complétées par la contribution sociale généralisée (CSG) et par des impôts et taxes dont la proportion a augmenté durant les dernières décennies.

Tous les économistes sérieux pensent que **l'allongement de la durée de cotisation ne réglera pas l'équilibre du régime** à l'aune des années 40 à 45. Il faut donc trouver des financements nouveaux.

#### De nos revendications à la question du financement :

Nous voulons une retraite dès 60 ans, voire avant en cas de pénibilité ou de carrière longue, avec un bon niveau de revenu et des services publics de qualité. L'abrogation de la réforme actuelle est nécessaire, mais elle ne suffira pas.

#### Il faut une réforme de fond pour plusieurs raisons :

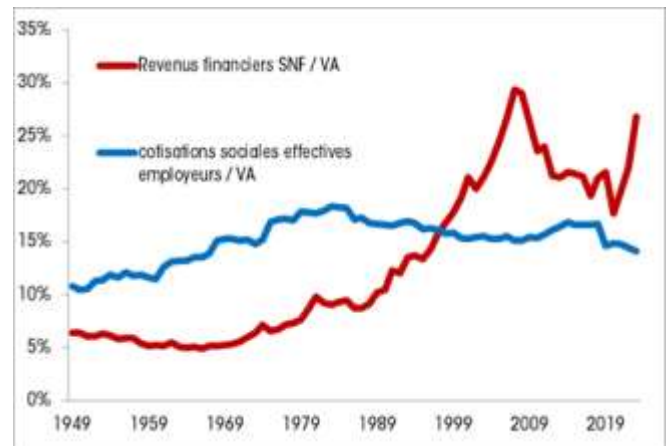
\* L'âge de départ : 62 ans est déjà trop élevé pour de nombreux travailleurs.

\* Même avant la réforme actuelle, la réforme Touraine, adoptée pendant le quinquennat Hollande et toujours en vigueur, prévoyait un allongement progressif de l'âge de départ en allongeant la durée de cotisation nécessaire pour obtenir le taux plein.

\* Le bras de fer avec le capital : sans une réforme profonde, le capital continuera à exiger des sacrifices pour qu'on le nourrisse, car il s'agit d'un conflit sur les revenus. Les richesses ne doivent pas aller au capital mais au développement des êtres humains.

(Suite page 6)

**Le vrai problème n'est donc pas le nombre d'inactifs, mais la prédation du capital qui cherche à maximiser ses profits au détriment des salariés et des retraités.**



Il faut donc rejeter l'idée d'une retraite synonyme de déclin. La retraite doit être vue comme une période de vie après le travail, marquée par des activités libres, émancipatrices et contributives à la société sous diverses formes.

En effet, selon les prévisions du Conseil d'orientation des retraites (COR) lui-même, le produit intérieur brut (PIB) devrait augmenter de 60 % d'ici 2040 (hors inflation).

Cela signifie que la société dans son ensemble va créer largement assez de richesses supplémentaires pour faire face à l'augmentation du nombre des retraités en proportion des actifs. C'est d'ailleurs de cette façon qu'on a réussi à financer les retraites entre 1960 et 2000 : le ratio «inactifs/actifs» a été multiplié par 2, mais les richesses créées (le PIB en volume), avaient été multipliées par 4.

#### Les pistes sérieuses de financement :

- \* **Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes rapporterait 6 milliards d'euros par an.**
- \* **Une nouvelle cotisation additionnelle sur les revenus financiers des entreprises :**  
(dividendes, intérêts, royalties, loyers) à hauteur de 10 %, ce qui rapporterait 50 milliards d'euros puisque ces revenus, en 2023, ont dépassé 500 milliards d'euros si on prend en compte les entreprises non financières, les banques et les assurances.
- \* **Un levier pour augmenter la base de cotisations sociales, c'est-à-dire développer l'emploi :**  
C'est une surcotisation de la part patronale pour les entreprises qui réduisent l'emploi et les dépenses de formation, ou qui les font augmenter moins vite que la moyenne de leur branche.
- \* **Supprimer progressivement les exonérations de cotisations sociales :**  
Ces exonérations coûtent cher et affaiblissent le système.
- \* **Supprimer progressivement la CSG :**  
C'est-à-dire la fiscalisation de la protection sociale.
- \* **Une gestion démocratique :**  
Les retraités et les salariés doivent participer à la gestion des caisses de retraite, avec des élections et des institutions transparentes.
- \* **Unifier le système vers le haut : aligner les différents régimes sur les meilleures conditions.**

Le Premier Ministre sort donc du débat des retraites considérablement affaibli et discrédité. La question des retraites est donc un vaste débat de société qui n'est pas près de se refermer. Toute la question est de savoir qui veut s'attaquer résolument à la tyrannie du capital ?

#### La CGT a choisi son camp avec courage. Le combat sur les retraites sera gagné à deux conditions :

- \* Donner aux travailleuses et aux travailleurs toutes les informations sur l'avenir des retraites en portant cette conviction que non seulement le régime par répartition est le seul système social et équitable et qu'il est aisément finançable à condition qu'on ait le courage de s'attaquer au capital.
- \* Redéfinir de nouvelles stratégies de luttes interprofessionnelles afin que la peur change de camp !



## Niveau de vie des retraités.es

### Niveau de vie supérieur ?

On entend souvent la petite musique "Le niveau de vie moyen des retraités est supérieur à celui des actifs". Et qu'il faudrait, d'après le gouvernement, "taxer davantage les retraités les plus aisés pour combler le budget de la Sécurité sociale".

Mais, en regardant de plus près le rapport de la DREES<sup>1</sup> de 2024 « Les Retraités et les retraites », il indique qu'en 2021 le niveau de vie médian des retraités est supérieur à celui de l'ensemble de la population (1970€ contre 1930€, +2,1%) et le niveau de vie moyen est aussi légèrement supérieur (2240€ contre 2220€, +0,9%).

Cependant, elle explique principalement cet écart par le fait que les retraités ont plus rarement des enfants à charge et qu'ils sont davantage propriétaires de leur logement que l'ensemble de la population. En 2021, 70% des plus de 65 ans vivent en effet dans leurs murs, selon les derniers chiffres de l'INSEE, logements qui sont le fruit du labeur de longues années de travail.

### Constat à nuancer

Ce constat effectué en 2021 est à nuancer du fait de l'envolée des prix à la consommation sur les 3 dernières années. Sur les 5 dernières années, en moyenne annuelle, la revalorisation des pensions de retraite est de +12,5% alors que l'inflation des prix s'élève à +15%. Sur cette même période, le SMIC a augmenté de 16,5% (augmentation à nuancer car la revalorisation prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2025 a été anticipée au 1<sup>er</sup> novembre 2024, +2%).



### L'envolée de certains prix pèse sur le niveau de vie

En moyenne annuelle, l'inflation est particulièrement forte depuis 2021 sur 5 postes importants dans le budget de ménages, notamment l'alimentation et l'énergie.

Au global, en 2024, ces postes de consommation représentent 31% du panier INSEE dans son indice des prix à la consommation.

### Le coût des frais de santé devient insupportable

Les désengagements de la Sécurité sociale et le reste à charge « zéro » impactent en conséquence les tarifs des complémentaires santé.

En 2025, pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive, la hausse des tarifs se situe entre 8 et 10% à cause principalement de taxes imposées par les gouvernements successifs. Désormais, le montant annuel des cotisations représente plus d'un mois de pension moyenne des retraités.

Les retraités subissent donc de plein fouet ces hausses et celles du reste à charge des soins de santé (en moyenne 274,00€ par an et par habitant en 2023).

Beaucoup sont contraints de supprimer leur complémentaire santé et 1,6 des 17 millions de retraitées et retraités ne se soignent plus ou peu, pour des raisons de coût.

### Face à cette situation, la CGT porte des revendications réalistes et atteignables :

- \* Une Sécurité sociale intégrale qui couvre l'ensemble des aléas de la vie, de la naissance à la mort,
- \* Un financement de la Sécurité sociale basé sur la cotisation sociale de l'ensemble des revenus des salarié-es (salaire, intéressement, primes...) ainsi que les dividendes,
- \* L'arrêt des pertes de recettes que sont les exonérations de cotisations sociales,
- \* Le renforcement de notre système de santé public,
- \* La création d'un pôle public du médicament permettant de réintégrer sur le territoire la recherche, la création, la tarification.

<sup>1</sup> : Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Évaluation et des Statistiques. Créée en 1998 sous la tutelle des services du gouvernement.

#### 8 mars à Tours

*"Ce n'est pas la fête de la femme, ni la fête des mères, c'est la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, une journée de grève féministe pour revendiquer et gagner l'égalité réelle au travail et dans la vie. C'est aussi une journée de solidarité avec les femmes du monde entier contre les pratiques sexistes et patriarcales."*

Voilà comment était annoncée cette journée revendicative.

1600 personnes à la manifestation dans les rues de Tours.

Cette Journée a fortement mobilisé.



#### 22 mars : Contre le racisme et le fascisme



(Photo NR 37)

Répondant à un appel national contre la montée du racisme et du fascisme, plusieurs organisations, des syndicats (dont l'UD CGT 37) et divers partis politiques avaient organisé la mobilisation à Tours. 1000 personnes se sont rassemblées pour dénoncer et lutter contre l'extrême droite à Tours.

Partis en début d'après-midi de la place de la Liberté, les manifestants ont défilé en cortège, sous la pluie, vers la place Jean Jaurès.

#### QUELQUES COORDONNEES CGT UTILES

##### **Union Départementale CGT :**

18 rue de l'Oiselet—37550 St Avertin - Tel : 02 47 38 53 81 - (ud37@cgt.fr)

##### **Unions locales CGT d'Indre et Loire :**

- **Tours** : 18 rue de l'Oiselet - 37550 St Avertin - Tel : 02 47 38 53 81

- **St Pierre des Corps** : 242<sup>bis</sup> avenue Stalingrad - 37700 St Pierre des Corps

- **Joué les Tours** : 12 place du Général Leclerc - 37300 Joué les Tours - 02 47 53 45 96

- **Amboise - Bléré - Château-Renault** : 3 rue des Ursulines - 37400 Amboise - 02 47 57 15 66

- **Loches** : 7 rue de Tours - 37600 Loches - 06 84 72 58 36

**Institut d'Histoire Sociale 37** : 18 rue de l'Oiselet—37550 St Avertin - Tel : 02 47 38 53 81

**Loisirs Solidarité Retraités 37** : 18 rue de l'Oiselet—37550 St Avertin - Tel : 02 47 38 53 81

**INDECOSA CGT 37** : 18 rue de l'Oiselet— 37550 SAINT AVERTIN (indecosacgt37@free.fr)



#### Janvier 2025

- 01-** Instauration de la ZFE à Tours, Joué et La Riche.
- 05-** 300 catholiques intégristes en procession dans les rues de Tours.
- 06-** Tempête Floriane, tous les trains bloqués.
  - Annonce d'une méga plate forme logistique à Esvres.
- 07-** Épidémie de grippe. Les urgences débordées à Tours. Les plus de 80 ans non admis en réanimation.
  - Fréquentation des musées de Tours en hausse en 2024.
- 16-** Grève des AESH (statut et salaires).
- 17-** Débrayage chez Accefil (Filiale de la Mutuelle des hospitaliers) à Tours (conditions de travail).
- 18-** A Tours, la rue Hoche déclassée pour être cédée à l'armée.
  - Activité du tribunal de commerce en hausse en 2024.
  - Hausse des dossiers non classés au tribunal judiciaire en 2024 (problèmes d'effectifs).
  - Annonce de la fermeture de Liotard à Saint Pierre des Corps. 52 licenciements secs.
- 22-** Présence de chlorure de vinyle dans l'eau à Luzillé.
- 23-** Grève chez Action (chauffage) à Loches.
- 28-** Grève à l'hôpital de Loches (suppression de postes).
  - L'USR CGT 37 diffuse 800 tracts devant la Mairie de Tours lors de la galette des anciens.
- 31-** Fermeture d'Innovative Water Care à Amboise (24 emplois supprimés).
  - Liquidation de la SASP Tours Football Club.
  - En 2024, 1302 dossiers de surendettement. Soit + de 10%.
  - Effondrement du coteau du château d'Amboise. 80 personnes évacuées.

#### Février 2025

- 04-** 10<sup>ème</sup> avion dérouté à l'aéroport de Tours (visibilité).
- 07-** Élections dans l'agriculture. La Coordination rurale en tête.
- 08-** 58 menaces de fermetures de classes à la rentrée.
  - Le Conseil Départemental alerte sur son budget 2025.
- 11-** Hôpital de Tours : tensions sur l'aménagement des terrains de l'Ermitage.
- 13-** Grève à la maisonnée d'Azay le Rideau (primes et effectifs).
- 14-** Le Préfet autorise la conférence d'un groupe identitaire d'extrême droite à Tours qui en profite pour manifester.
  - A Tours, le quartier Tonnelé évacué. En cause, un risque d'explosion d'une bouteille d'acétylène.
- 15-** Amboise, La municipalité doit faire pression sur le «Fonds Saint Louis Orléans» pour le financement des travaux de consolidation du coteau du château.
- 17-** 9 communes sur 18 du département ne respectent pas les 20% minimum de logements sociaux.
  - Chenille humaine en soutien au Bateau ivre à Tours.
- 22-** Marché de Joué, la police municipale intervient contre les militants pour la gratuité des transports publics.
- 24-** Les subventions régionales «Cap-Asso» ont 20 ans. (200 millions d'euros et 7800 emplois associatifs).
- 26-** Tours, Rassemblement contre les fermetures de classes.
  - Liquidation du Tours FC 600 joueurs amateurs (petits et grands) interdits de compétition.
- 28-** Le collectif «Pas d'enfants à la rue» occupe l'église Saint Étienne à Tours.

#### Mars

- 03-** Loches Sud Touraine se désengage du projet de train à hydrogène.
- 07-** 200 médecins étrangers annoncés dans les hôpitaux de la Région.
  - Football : Les arbitres du département annoncent leur retrait suite à des violences envers l'un d'eux lors du match Montbazou-Luynes.
- 08-** 1600 dans la rue pour la journée internationale de luttes pour les droits des femmes.
- 12-** Annonce de la fermeture de TI Automotive à Nazelles (156 emplois concernés).
- 18-** Grève et manifestation intersyndicale au CHRU.
- 20-** Nazelles : Débrayage chez TI Automotive contre la fermeture de l'usine.
  - Manif à Tours 1000 pour la culture.
  - 200 à la manif intersyndicale des retraités à Tours.
- 22-** 1000 manifestants anti racistes à Tours.
- 23-** Annonce de la fermeture du magasin CA rue Nationale à Tours.
- 25-** Grève et manif de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (FSU) contre le projet de réforme Attal durcissant les règles envers les mineurs.
  - Manif d'auto-entrepreneurs contre la baisse du seuil de TVA les pénalisant.
- 27-** St Pierre des Corps, 4 écoles en grève (carte scolaire).
  - L'USR CGT sur le marché de Chinon.
- 29-** Pas de trafic en gare de Tours suite à l'incendie d'un poste d'aiguillage.
  - 120 à Loches contre les fermetures de classes.

*Chaque samedi à Tours et chaque jeudi à Chinon, manifestations de soutien au peuple palestinien.*

### La ferme des Bertrand : Gilles PERRET remporte le César du meilleur documentaire



Lors de la 50<sup>ème</sup> cérémonie des César, organisée le 28 février 2025, le réalisateur haut-savoyard **Gilles Perret** a reçu le prix du meilleur documentaire pour son film "**La ferme des Bertrand**", une histoire de famille d'agriculteurs basée à Quincy en Haute-Savoie, 50 ans de vie de trois générations d'agriculteurs engagés et passionnés par leur métier.

Une famille que le réalisateur connaît bien puisqu'il s'agit de ses voisins. Il avait d'ailleurs déjà filmé cette fratrie dans son premier documentaire "**Trois frères pour une vie**", sorti en 1997.

Gilles Perret a dédié ce César à "*toutes celles et à tous ceux qui ne désirent qu'une seule chose, vivre dignement de leur travail*".

#### Lors de la cérémonie, le réalisateur a tenu un discours très engagé dont voici un extrait :



*« ..... je crois que le déterminisme social aurait dû m'empêcher d'être ici devant vous ce soir. Je voudrais aussi remercier toutes les structures, tous les gens qui ont conjuré le sort. Je pense à ma famille, mes filles, je pense au village de Quincy, je pense à l'hôpital public, je pense à l'école publique, je pense à la cotisation sociale, je pense à l'impôt et toutes structures collectives qui nous permettent de faire société.*

*En tout cas, ce César m'incite à continuer dans la voie que j'essaie de tracer : c'est essayer de rendre visible les invisibles, dans un pays où on tend plus facilement le micro à des milliardaires qui se plaignent plutôt qu'aux dix millions de pauvres. Dans un pays où les dirigeants, pour rester en place et pour ne pas contrarier les puissants, préfèrent s'allier à l'extrême droite fasciste plutôt que poser la question*

*du partage des richesses et de la protection de la planète.*

*Attention, méfions-nous, cette histoire, on la connaît déjà, cette petite musique mortifère, on l'a déjà entendue : c'était celle des années trente où déjà à l'époque on disait plutôt Hitler que le Front Populaire.*

*Ça va vite, méfions-nous et nous, gens du cinéma, je crois que ce serait bien d'y mettre un peu les pieds, parce que, j'ai trop souvent l'impression que dans le monde du cinéma, on regarde parfois trop souvent ailleurs et que la maison brûle et on filme ailleurs.*

*Voilà, je vous remercie, à la fin, c'est quand même nous qu'on va gagner».*

#### Filmographie de Gilles Perret.

Gilles Perret est né le 16 juin 1968 à Mieussy (Haute-Savoie). Adolescent, il est élevé par son père, un ouvrier militant à la CGT. Après des études d'ingénieur en électronique à Clermont-Ferrand, il décide de s'orienter vers le cinéma.

Il signe en 1998 son premier documentaire, « **Trois frères pour une vie** » qui suit trois frères agriculteurs de Haute-Savoie. Depuis, Gilles Perret consacre régulièrement ses films à son département natal.

Sa production devient davantage tournée vers les problématiques sociales à partir de 2003.

« **Ma mondialisation** » (2006). Ce documentaire explique, avec le regard plutôt atypique d'un chef d'entreprise de Haute-Savoie, les mécanismes de la mondialisation et les motivations de ceux qui y ont intérêt à détruire les emplois et les savoir-faire locaux.

En 2008, Gilles Perret réalise le film « **Walter, retour en résistance** » sur la vie et les convictions de Walter Bassan. Celui-ci est l'initiateur du premier rassemblement, le 4 mai 2007, sur le plateau des Glières, haut lieu de la résistance pendant la guerre 1939-1944 et cela pour s'opposer à la venue de Nicolas Sarkozy.

« **De mémoire d'ouvrier** » (2011). Le film fait émerger la mémoire ouvrière des montagnes de Savoie. En confrontant les témoignages de ce prolétariat montagnard avec des images d'archives, ce documentaire révèle l'évolution de la condition ouvrière dans un système capitaliste mondialisé.

Le film « **Les Jours heureux** », sorti en 2013, fait revivre l'esprit du programme du Conseil National de la Résistance.

De la même manière, Gilles Perret rend hommage à Ambroise Croizat, fondateur de la Sécurité sociale, dans « **La Sociale** » (2016). En racontant la formidable histoire de la Sécu, le film rend justice à ses héros oubliés et à ce conquis social toujours en marche mais très attaqué et dont bénéficient 65 millions de Français.

« **L'insoumis** » (2017) le cinéaste suit pendant trois mois Jean-Luc Mélenchon, candidat aux élections présidentielles.

En 2019, Gilles Perret coréalise avec François Ruffin un documentaire sur le mouvement des Gilets jaunes, « **J'veux du soleil** ». Pendant une semaine, ils parcourent la France pour récolter de nombreux témoignages de personnes impliquées dans cette mobilisation.

En 2021, sortie de « **Debout les femmes** » documentaire qui suit le parcours des députés François Ruffin (co-réalisateur) et Bruno Bonnell rédigeant le rapport parlementaire sur les métiers du lien de 2019 à 2020. Le film met en évidence la précarité d'auxiliaires de vie sociale, d'accompagnants d'élèves en situation de handicap, de femmes de ménage.

En 2022, « **Reprise en main** » est le premier film de fiction réalisé par Gilles Perret. Il est co-écrit avec sa compagne, Marion Richoux. Cette comédie sociale met en scène le personnage de Cédric, ouvrier dans une usine de Haute-Savoie, qui va tenter, avec ses amis d'enfance, d'empêcher le rachat de son usine en créant leur propre fonds d'investissement.

« **Au boulot** », 3<sup>ème</sup> coréalisation avec François Ruffin, cette comédie documentaire sortie en salle en novembre 2024 met à l'honneur, entre rires, larmes et révolte, ceux qui tiennent le pays debout.

En 2024, « **La Ferme des Bertrand** » permet à Gilles Perret de reprendre le thème et des extraits de son premier film et de construire une analyse de l'occupation d'une ferme d'élevage de montagne sur plusieurs générations.